



**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**MARTOIA CARRIERES-TP SARL**

Rochenoire  
73300 Saint-Jean-de-Maurienne

Références : 20240711\_Insp\_MARTOIA\_LaTourenMne\_Complet.odt  
Code AIOT : 0006101612

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2024 dans l'établissement MARTOIA CARRIERES-TP SARL implanté Le fay 73300 La Tour-en-Maurienne. L'inspection a été annoncée le 25/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MARTOIA CARRIERES-TP SARL
- Le fay 73300 La Tour-en-Maurienne
- Code AIOT : 0006101612
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MARTOIA Carrières exploite une carrière d'éboulis sous couvert d'un arrêté préfectoral daté du 29/07/2022 et devant conduire en fin d'exploitation à une remise en état à vocation écologique et paysagère.

L'extraction des matériaux, réalisée à la pelle hydraulique ou fractionné par Nonex ou par pétardage pour les blocs de grande taille, est limitée en profondeur à la cote 522 m NGF.

La quantité maximale des matériaux à extraire à compter de la notification de l'arrêté préfectoral est de 880 000 m<sup>3</sup> (dont 800 000 m<sup>3</sup> commercialisable, correspondant à 1 600 000 tonnes). La production maximale autorisée en extraction est de 120 000 tonnes/an (avec une production annuelle moyenne de 80 000 tonnes/an).

Les travaux d'exploitation se feront en reprenant les travaux depuis le haut. La falaise qui se trouve derrière l'éboulis est dégagée progressivement. La plateforme ainsi créée est abaissée progressivement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Aménagement préliminaire	Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 7.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 2.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 5.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Prévention des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures spécifiques liées au risque de chute de blocs	Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 1.10.6	Sans objet
3	Plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées	Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 4.1.8	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La visite d'inspection a permis de mettre en évidence, d'un point de vue global, la bonne appropriation par l'exploitant du nouvel arrêté préfectoral du 29/07/22 portant autorisation pour la poursuite en extension et modification des conditions d'exploitation de la carrière "Le Fay".

La revue documentaire a révélé la nécessité de formaliser de manière plus rigoureuse la notification des périodes d'exploitation de la carrière et les échanges sur place ont permis de rappeler à l'exploitant la nécessité d'informer dès que nécessaire le service d'inspection des installations classées en particulier lors des modifications apportées aux éléments initiaux du dossier (changements de méthode de suivis, évolutions du phasage d'exploitation, etc.).

Également, un certain nombre de justificatifs permettant de garantir la bonne mise en œuvre des prescriptions en termes de prévention des pollutions reste encore à être transmis au service d'inspection des installations classées en particulier en ce qui concerne les résultats des mesures des niveaux sonores, des mesures de suivi des émissions de poussières ou des suivis des prélèvements en eau.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mesures spécifiques liées au risque de chute de blocs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 1.10.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Chute de blocs
<b>Prescription contrôlée :</b>  De manière à limiter les risques de chutes de blocs pour le personnel de la carrière intervenant sur la plateforme 526 mètres, à l'amont du merlon de sécurité qui protège les locaux techniques de la société ainsi que l'axe routier de la RD74, l'exploitant doit satisfaire les mesures de sécurité listées ci-après. Article 1.10.6.1 - Protocole météo L'exploitant garanti l'absence d'intervention (poussage ou chargement des matériaux) pendant : les périodes de fonte des neiges, fortes précipitations (30 mm/ eau en moins de 24H00), en période de gel/dégel, intervenant en dehors de la période allant du 15 décembre au 15 février. Après une telle interruption d'activité, la reprise des travaux respecte un délai d'au moins 1 journée après passage de l'évènement météorologique, qui peut être ajustée en fonction de l'intensité de l'évènement. Article 1.10.6.2 - Suivi périodique de la falaise surplombant le site L'exploitant installe un minimum de 20 cibles topographiques en falaise sur les masses les plus volumineuses, potentiellement instables, situées en périphérie immédiate des zones de départ des éboulements de 1951 et 2016. Ces cibles font l'objet d'un relevé mensuel et les données collectées sont transmises à un bureau d'étude compétent en géotechnique pour contrôle après chaque relevé. L'ensemble de ces données sont analysées dans un rapport annuel de synthèse, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Article 1.10.6.3 - Suivi ponctuel, arrêt et reprise d'activité lié à la chute de blocs L'arrêt immédiat de l'exploitation est ordonné si des chutes de blocs sont constatées en falaise ou sur une plateforme d'exploitation (haute ou basse). Avant toute reprise d'activité, un relevage des cibles topographiques ainsi qu'une inspection visuelle de l'état des falaises (zone de départ) sont menés pour vérification de l'absence de risque résiduel. Lorsqu'une intervention apparaît nécessaire, une note de projet de travaux est adressée à la DREAL avec une date estimée d'intervention. Cette note précise si des mesures conservatoires sont à mettre en place avant l'intervention et le cas échéant elles sont décrites. Article 1.10.6.4 - Registre de suivi L'exploitation de la plateforme fait l'objet d'observations visuelles régulières menées par l'exploitant pour suivre et détecter de nouvelles chutes de blocs, lesquelles sont consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ces observations précisent à minima les conditions météo du jour. Les dates et conditions présidant à l'arrêt de l'exploitation en cas de chutes de blocs y sont consignées, ainsi que le résultat des mesures de relevage des cibles topographiques et des observations des falaises faites préalablement à une reprise d'activité. Article 1.10.6.5 - Zone d'interdiction Les installations de criblage sont situées en dehors de la zone exposée au débouché du couloir

principal.

**Constats :**

La revue documentaire menée par le service d'inspection des installations classées a permis de faire un état d'avancement des mesures spécifiques liées au risque de chute de blocs mises en place dans le cadre de l'exploitation de la carrière.

L'exploitant a présenté les évolutions apportées aux modalités de suivi périodique de la falaise surplombant le site. En effet, l'auscultation du versant mise en œuvre initialement faisait intervenir une vingtaine de cibles topographiques positionnées en tête de falaise, et relevées régulièrement à l'aide d'un théodolite. Au 2<sup>e</sup> semestre 2023, ces dispositions ont été remplacées par des relevés photogrammétriques réalisés à l'aide d'un drone. La société VR3D est aujourd'hui chargée de la prise des mesures, sur la base d'un modèle numérique de terrain sur lequel ont été positionnés 44 points situés au niveau du couloir principal et du couloir secondaire positionné plus à l'ouest.

L'analyse de ces mesures a été confiée au cabinet RIP RAP.

La nouvelle méthode de suivi des instabilités ne remet pas en cause les objectifs initiaux ayant fait l'objet de prescriptions particulières. Pour autant, les conclusions du rapport annuel de synthèse 2023 précisent que *"la modification des modalités d'auscultation du versant va nécessiter un temps d'adaptation et de validation des données afin de pouvoir les interpréter au mieux sur une année complète. Il conviendra par ailleurs d'adapter éventuellement le positionnement des points de mesure à la configuration du site, notamment en partie haute, à la suite de la visite de la tête de versant prévue après l'été 2024.*

*À ce stade, les données disponibles ne permettent pas d'identifier de mécanisme de rupture en falaise susceptible d'engager la sécurité du personnel. Le registre journalier reste un outil complémentaire et indispensable permettant de renseigner les conditions météorologiques locales, ainsi que les observations de terrain".*

Le service d'inspection a par ailleurs vérifié la bonne mise en œuvre des autres prescriptions associées à l'article 1.10.6 de l'AP du 29/07/22. En particulier, le registre journalier permet d'apprécier au cours de l'année l'activité de chutes de pierres et de blocs observée au sein de la fosse d'extraction ainsi que les conditions météorologiques locales (pluviométrie, température minimale ou maximale, etc.).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Au regard des évolutions apportées aux mesures d'auscultation prescrites à l'article 1.10.6.2, l'inspection des installations classées rappelle que *"toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée à la connaissance du Préfet, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation"* et ce conformément à l'article 1.5.1 de l'AP du 29/07/22.

Par ailleurs, il est également rappelé à l'exploitant que toute reprise d'exploitation annuelle intervenant après la période comprise entre le 15/12 et le 15/02 de l'année suivante doit être consignée dans le registre de suivi.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Aménagement préliminaire

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 71.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagements
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 71.1.1 - Information du public L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none"><li>- son identité (raison sociale et adresse),</li><li>- la référence de l'autorisation,</li><li>- l'objet des travaux,</li><li>- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté,</li><li>- les jours et heures d'ouverture,</li><li>- la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée ».</li><li>- la liste des déchets inertes autorisés, à partir de la phase d'exploitation dédiée aux opérations de remblaiement (phase n°5).</li></ul> Article 71.1.2 - Bornage Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : <ol style="list-style-type: none"><li>1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;</li><li>2° Le cas échéant, des bornes de nivellement.</li></ol> Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. Article 71.1.3 - Réseau de dérivation des eaux de ruissellement Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article « L. 211-1 du code de l'environnement », un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone. Article 71.1.4 - Travaux préliminaires à l'exploitation Préalablement à l'exploitation du gisement, l'exploitant devra avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 71.1.1 à 71.1.3. La mise en service est réputée réalisée dès lors qu'ont été réalisés ces travaux, équipements et aménagements. L'exploitant notifie au préfet et au maire de la commune de la Tour-en-Maurienne la mise en service de la carrière. Le document mentionné au chapitre 9.2 (garanties financières) est adressé au Préfet dès la mise en activité de la carrière.
<b>Constats :</b>  La visite sur site a mis en évidence la bonne mise en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux d'affichage prescrits. Elle a permis également de visualiser la mise en œuvre effective des travaux préliminaires à l'exploitation et en particulier en ce qui concerne le réseau de dérivation des eaux de ruissellement (sur la plateforme sommitale) permettant ainsi d'empêcher les eaux de ruissellement d'atteindre les zones en exploitation (supérieure et inférieure). Il est à noter également que l'exploitant a été en capacité de démontrer sa bonne maîtrise du périmètre de son autorisation. Pour autant et au regard du caractère "précaire" des bornes en place (marquage sur des arbres), l'exploitant devra être en capacité d'améliorer le bornage afin de garantir que ce dernier demeure en place jusqu'à l'achèvement des travaux.

Enfin, afin de répondre aux attendus réglementaires prescrits à l'article 71.1.4, l'exploitant devra être en capacité de notifier au préfet la date de mise en service de la carrière permettant ainsi d'acter la bonne réalisation des travaux, équipements et aménagements mentionnés aux articles 71.1.1 à 71.1.3.

En parallèle de cet envoi, il est attendu l'acte de cautionnement (garanties financières) mentionné au chapitre 9.2 de l'AP du 29/07/2022.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 3 : Plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 4.1.8

**Thème(s) :** Risques accidentels, Déchets inertes

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

#### **Constats :**

Lors de la revue documentaire, l'exploitant a présenté son plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce document mis à jour en janvier 2024 répond aux attendus réglementaires.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 2.1.3
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures des retombées de poussières
---

**Prescription contrôlée :**

Un réseau approprié de mesures de retombées de poussières dans l'environnement, par jauges OWEN, doit être mis en place en périphérie de la carrière notamment en direction des habitations les plus proches. Ce système de mesures est installé en 4 points représentatifs dont le choix est convenu en accord avec la mairie de La Tour en Maurienne.

Les appareils de mesure sont judicieusement installés en périphérie de la carrière en fonction des vents dominants et de la localisation des riverains.

Ces mesures sont effectuées tous les 3 ans. Cette fréquence pourra être augmentée ou réduite selon les résultats obtenus après accord explicite de l'inspection des installations classées.

Les résultats des mesures et le plan de localisation des points de mesures sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Lors de la revue documentaire, l'exploitant a été interrogé sur la mise en œuvre des mesures de retombées de poussières dans l'environnement.

N'ayant pas les documents avec lui sur la carrière, il n'a pas été en capacité de démontrer que ces mesures avaient été mises en place.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de justifier de la bonne mise en œuvre des mesures de retombées de poussières en transmettant au service d'inspection des installations classées le bilan conclusif des mesures réalisées depuis la mise en service de l'installation.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
---

<b>Proposition de délais :</b> 3 mois
---------------------------------------

**N° 5 : Niveaux acoustiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 5.2.1
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores
--

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée et en limite de périmètre autorisé.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 et les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions



<p>représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dès la publication de cet arrêté et ensuite périodiquement tous les trois ans. Elle peut être intensifiée lorsque les fronts de taille se rapprochent des habitations.</p> <p>La mesure initiale est effectuée dans les conditions les plus défavorables (fonctionnement de la carrière et des installations de traitement des matériaux).</p> <p>Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant en informe sans délai l'inspection des installations classées, et lui communique, sous un délai d'un mois, la liste des dispositifs appropriés visant à garantir des niveaux d'émissions conformes.</p> <p>Le plan de localisation de ces points de mesure et leur justification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme pour la surveillance des émissions de poussières, l'exploitant n'a pas été en mesure de nous présenter les résultats de la campagne de suivi du niveau de bruit et de l'émergence qui aurait dû être effectué dès la publication de l'AP du 29/07/2022.</p> <p>A noter cependant que l'installation n'a jamais fait l'objet de plainte ou de signalement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra être en capacité de justifier de la réalisation effective de la première campagne de mesures de bruit en transmettant au service d'inspections des installations classées le rapport de mesures associé. Ce rapport devra être conclusif quant au respect des valeurs limites en limite de propriété et en zone à émergence réglementée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 6 : Prévention des ressources en eaux et des milieux aquatiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les besoins en eau de la carrière du Fay sont couverts via une prise d'eau aménagée à l'aval immédiat du rejet des eaux de la galerie EDF. Cette eau est pompée et stockée dans une citerne de 4000 litres d'où elle est reprise pour assurer l'arrosage des pistes et du nettoyage à proximité de l'atelier.</p> <p>Un suivi des quantités d'eau prélevées par la carrière est en place sous forme d'un volucompteur, que l'exploitant relève à fréquence hebdomadaire. Ces consommations sont suivies dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

L'exploitant respectera un pompage maximal de 50 m <sup>3</sup> /jour.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant nous a précisé les modalités de prélèvements des eaux permettant d'assurer l'arrosage des pistes et le nettoyage à proximité de l'atelier.  Pour autant, il n'a pas été en capacité de justifier de la mise en œuvre d'un suivi des quantités d'eau prélevées et de la tenue d'un registre permettant ainsi de garantir que le pompage maximal reste inférieur à 50 m<sup>3</sup>/jour.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier du respect du chapitre 3.2 de l'AP du 29/07/2022 en particulier en démontrant la mise en place d'un volucompteur au niveau de la pompe de prélèvement et la tenue d'un registre de suivi des consommations (relevé hebdomadaire).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois